

*Initiatives ministérielles*

Vers la fin des années 70, j'ai été porte-parole du parti provincial pour la justice. La personne avec qui je discutais à l'époque était une libérale, Monique Bégin, excellente personne, bien qu'elle ait mis en place le Financement des programmes établis, le Financement global et d'autres changements aux moyens traditionnels par lesquels le gouvernement fédéral partageait les frais avec les provinces.

Dans toutes les provinces, on a entendu alors non pas un tollé, mais une mise en garde: «Le gouvernement fédéral pourrait ainsi plus facilement se soustraire à ses obligations.» Elle répondait, je m'en souviens: «Jamais nous ne ferions cela.» Puis, c'est exactement ce qu'elle a fait peu après.

Les gens disaient à l'époque: «Il sera beaucoup plus difficile d'obtenir de nouveaux programmes parce que, tandis que nous sommes aux prises avec un programme de modération d'Ottawa, nous devons nous accommoder d'un système en place.»

Il a beaucoup été question aujourd'hui du système de santé au Canada. C'est sans doute un des meilleurs au monde. Mais il est loin d'être parfait. Il s'efforce de s'adapter à de nouvelles conditions non seulement financières, mais technologiques, à de nouvelles idées et à de nouveaux concepts, ce qui se comprend puisque ceux qui dirigent le système de santé sont formés de manière très traditionnelle et ont probablement travaillé longtemps pour établir des programmes de santé qu'ils connaissent à fond.

Lorsque quelqu'un laisse entendre que le fait de dispenser des soins traditionnels en milieu hospitalier ne constitue pas la seule façon de soigner les gens, ces intervenants se tiennent sur la réserve. Ils ne sont pas particulièrement ouverts, mais je pense qu'il est raisonnable de dire maintenant qu'ils reconnaissent avec prudence que, peut-être, c'est vrai et qu'il est possible que les centres de santé communautaires pourraient dispenser ces soins d'une façon plus rentable. Il reste que ces intervenants ont beaucoup de réserves.

Il faudra les bousculer un peu dans leurs habitudes et aussi les convaincre si l'on espère les faire dispenser de nouveaux soins. Cela dit, je pense que cette transformation est en train de se faire.

Ce qui est tragique toutefois, c'est que le fait d'accepter le contenu de ce projet de loi et le fait d'accepter ce que les libéraux et les conservateurs défendent si vaillamment ce matin, c'est accepter qu'aucune idée nouvelle ne puisse faire son chemin. Ce projet de loi a pour effet de détruire un système pour essayer d'en instaurer un autre, sans toutefois prévoir de transition.

Cela vaut dans tous les cas, peu importe le genre de soins que vous essayez de fournir. Par exemple, si vous voulez traiter différemment ceux qui contreviennent à la loi et que vous n'aimez pas les prisons, et personne d'entre nous n'aime les prisons, bref que vous n'aimez pas le système traditionnel de punition, et il n'y en a pas beaucoup qui aiment ce système, mais que vous voulez essayer une autre formule, qu'allez-vous faire? Comment allez-vous mettre en place un nouveau régime de soins, de conseils et de traitements?

Ces situations se produisent dans toutes nos circonscriptions. Un grand nombre d'entre nous étaient fiers de voir l'ancien système carcéral être pratiquement démantelé; toutefois, je pense que nous regrettons tous de ne pas disposer, à l'heure actuelle, d'un financement qui permette d'appliquer une solution de rechange. Nous sommes coincés.

Beaucoup d'entre nous défendent les besoins des femmes au sein de la société moderne, comme par exemple les garderies, des logements adéquats ainsi que les possibilités de counselling et de recyclage. Nous savons tous que ces idées commencent tout juste à circuler au sein de nos collectivités. Les programmes commencent tout juste à être mis en place. Or, la survie de ces programmes est constamment menacée par des problèmes de financement.

• (1310)

Je ne serais pas très fier d'un gouvernement qui interromprait tout ce qu'il a fait jusqu'à maintenant en matière de soins de santé, de soins aux enfants ou de soins aux personnes âgées. Je ne serais pas fier si le gouvernement annonçait qu'il se retirait de tous ces programmes et qu'il allait plutôt financer de nouvelles initiatives. Je ne pense pas qu'on puisse fonctionner de cette façon. Ce qu'il fallait, c'était une transition rationnelle et logique d'une forme de soins à une autre pouvant être sensiblement différente.

En fin de compte, la nouvelle forme de soins pourrait être plus rentable. Là n'est pas la question à mon avis. Il faudrait nous demander s'il s'agit d'un meilleur service, et il sera d'importance secondaire que ce service puisse être offert à un coût moindre pour le trésor public.

Enfin, je veux faire comprendre ce matin que tout est affaire de perception. Je l'admets dès le départ. Cela n'a peut-être pas grand-chose à voir avec la répartition des fonds publics. Il est terriblement exaspérant pour les Canadiens de lire dans leur journal que le gouvernement prêche la modération, mais dépense 104 000 \$ pour transporter une personne du Sénégal à Ottawa.